

s'y rapportent étroitement. En aucun cas il ne faut, comme le voudrait le S.I., appliquer la discipline dans l'action à la discussion yougoslave pour enterrer toute critique à la résolution du CEI pendant la durée de l' "action".

La résolution recèle les trois séries de fautes suivantes : 1^o) elle brouille continuellement les traces de la discussion menée ces dernières années sur le thème des pays du glacis; 2^o) elle émet des affirmations directement fausses, ou bien s'adonne à la spéculation en formulant des vœux et des espoirs au lieu d'énoncer des faits ; 3^o) elle néglige une série de faits qui sont de la plus grande importance pour l'appréciation de l'affaire Tito.

De ces fautes découle en fin de compte l'appréciation d'ensemble complètement absurde du caractère de la crise yougoslave et de ses perspectives, et, à titre de conséquence immédiate, la ligne politique erronée sur laquelle l'Internationale doit s'engager conformément à la résolution du CEI.

Les trois séries de fautes mentionnées par nous.

Les théoriciens de l' "Etat ouvrier dégénéré" ont pendant des années caractérisé les pays du glacis sans exception comme capitalistes -- nous avons produit là-dessus des citations décisives. Le principal critère de la nature capitaliste de ces pays est, dans leurs conceptions, le "maintien d' un secteur capitaliste encore dominant dans l'économie", dont les représentants les plus nombreux sont les paysans. Nous n'avons jamais pensé que la force numérique de la paysannerie (en Yougoslavie près de 80 %) pouvait faire d'elle un facteur politique déterminant. Pas plus que la Russie après la Révolution d'Octobre n'était un pays capitaliste, quoique ni les classes dominantes en tant que telles, ni la petite paysannerie n'aient été éliminées de suite. Mais admettons pour un instant l'hypothèse de la Yougoslavie, pays capitaliste.

Dans ce cas nous butons maintenant devant le fait que dans une société capitaliste le sommet de la bureaucratie gouvernementale capitaliste (d'après la définition de E.R. FRANK) s'oppose à la politique d'un Etat ouvrier (dégénéré il est vrai, mais Etat ouvrier tout de même). Et si l'on se refuse à caractériser le gouvernement Tito comme le sommet d'une bureaucratie capitaliste, l'on doit pour le moins accorder que le "secteur capitaliste toujours dominant dans l'économie", est le facteur exerçant la plus forte pression sur la politique du gouvernement. S'appuyant sur cette logique, nombreux étaient ceux qui pensaient, juste après l'éclatement de l'affaire Tito, qu'il s'agissait d'une sorte d'opposition de "droite" reflétant la résistance de la paysannerie contre une collectivisation de la terre éventuellement ordonnée par Moscou. Aujourd'hui ce point de vue, que nous avons rencontré dès le début, a disparu de la discussion faute de preuves concrètes.

Mais voici maintenant que la résolution du CEI caractérise la résistance de Tito au Kremlin comme l'expression bureaucratique d'une "tendance prolétarienne anti-capitaliste". Bien observer : anti-capitaliste! Donc, elle sera dirigée en première ligne contre le "secteur capitaliste toujours dominant dans l'économie", c'est-à-dire contre les paysans. Mais c'est ce qu'elle ne fait absolument pas! Elle est dirigée bien plus contre un Etat